

Zoom sur ...

... le classement *Transparency international* sur l'indice de perception de la corruption en 2019

Chaque année, l'indice de Transparency international (IPC) classe 180 pays selon **les niveaux de perception de la corruption dans le secteur public**, sur la base d'appréciations d'experts et de personnalités d'affaires. **L'indice utilise une échelle allant de 0 à 100, où 0 correspond à un niveau de corruption élevé.** Dans ce classement 2019 publié le 23 janvier 2020, plus des deux tiers des pays (121 au total) obtiennent un score inférieur à 50 et le score moyen s'établit à 43/100. Le rapport révèle que **la plupart des pays n'ont montré que peu ou pas de signes d'amélioration** dans la lutte contre la corruption en presque une décennie – la publication de l'IPC par Transparency international ayant été initiée en 2012. **Le contrôle du financement des campagnes politiques** et l'élargissement du processus de consultation citoyenne sont les deux principales pistes d'amélioration mises en avant cette année.

❖ **L'Afrique subsaharienne est la région du monde où la corruption perçue est la plus élevée**

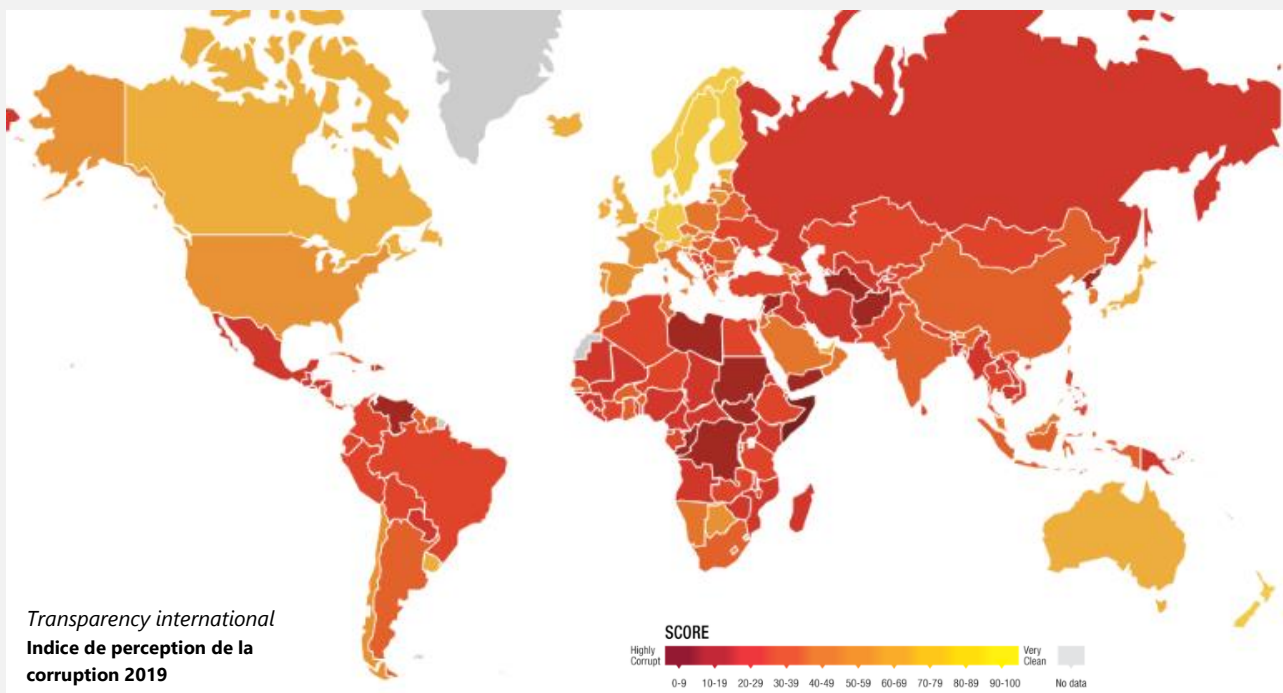
Avec une moyenne à 32/100, **l'Afrique subsaharienne est la région dont le score est le plus faible** – au même

niveau que l'année précédente. La Somalie (9/100) arrive en queue du classement mondial, tandis que les Seychelles¹ (66/100) constituent le pays africain dont le score est le plus élevé et occupent la 27^{ème} place du classement. Bien que **la Convention de l'Union africaine sur la prévention et la lutte contre la corruption** contienne des dispositions pour prévenir la corruption et encourager la transparence dans le financement des campagnes, leur mise en œuvre est faible, note le rapport.

❖ **Les pays d'Afrique de l'Ouest ont connu des évolutions irrégulières et contrastées mais globalement négatives depuis 2012**

En Afrique de l'Ouest, le Cap-Vert (58/100, à la 41^{ème} place) est le seul pays dont le score de cette année est supérieur à 50, en augmentation d'un point par rapport à 2018 mais en baisse de deux points par rapport à 2012. Outre le Cap-Vert, les scores des autres pays de la sous-région, qui demeurent bas, ont connu des évolutions irrégulières et contrastées.

Si **le Sénégal (45/100, +9 points par rapport à 2012)** et **la Côte d'Ivoire (35/100, +6 points par rapport à 2012)** enregistrent les hausses de score les plus importantes de la région depuis le lancement de la publication de ce



¹ L'ONG précise toutefois que les Seychelles sont aux prises avec des affaires de blanchiment d'argent, dimension qui n'est pas prise en compte dans le calcul de l'IPC.

classement, la volonté politique manifestée par les dirigeants des deux pays – qui ont mis en œuvre un certain nombre de réformes juridiques, politiques et institutionnelles clés au début de leur mandat – stagne depuis 2016 : en trois ans, **le score ivoirien n’a progressé que d’un point, tandis que le score du Sénégal est demeuré identique**. A l’inverse, la Gambie enregistre la hausse la plus spectaculaire de ces dernières années, en gagnant 11 points, et le Bénin a vu son score augmenter de 5 points depuis 2016. La Sierra Leone (33/100) gagne pour sa part le plus de points cette année (+3).

Figurant parmi les derniers pays du classement en Afrique de l’Ouest, **le Libéria (28/100) et la Guinée-Bissau (18/100) ont connu les baisses les plus importantes** de la région depuis 2012. Si la Guinée-Bissau, a connu une légère amélioration entre 2018 et 2019 (+2 points), la

baisse enregistrée par le Libéria est continue (-4 points cette année encore).

Dans l’ensemble, **9 pays sur les 16 étudiés ont vu leur score diminuer depuis le lancement du classement en 2012** : le Cap-Vert (-2), le Ghana (-4), le Niger (-2), le Togo (-1), le Mali (-5), le Libéria (-13), la Mauritanie (-3), le Nigéria (-1) et la Guinée-Bissau (-7).

A noter que **le contrôle du financement des campagnes politiques** – mis en avant dans cette édition 2019 – apparaît comme un enjeu particulièrement important dans la région aux regards des différentes échéances électorales de l’année 2020 : **6 élections présidentielles et 7 élections législatives doivent en effet être organisées cette année en Afrique de l’Ouest**.

Pays	Rang 2019 (/180)	Score 2019	Rang 2018 (/180)	Score 2018	Score 2016	Score 2012	Changement du score		
							2018-2019	2016-2019	2012-2019
Cap-Vert	41	58	45	57	59	60	↑ 1	↓ -1	↓ -2
Sénégal	66	45	67	45	45	36	→ 0	→ 0	↑ 9
Ghana	80	41	78	41	43	45	→ 0	↓ -2	↓ -4
Bénin	80	41	85	40	36	36	↑ 1	↑ 5	↑ 5
Burkina Faso	85	40	78	41	42	38	↓ -1	↓ -2	↑ 2
Gambie	96	37	93	37	26	34	→ 0	↑ 11	↑ 3
Côte d’Ivoire	106	35	105	35	34	29	→ 0	↑ 1	↑ 6
Sierra Leone	119	33	119	30	30	31	↑ 3	↑ 3	↑ 2
Niger	120	32	114	34	35	33	↓ -2	↓ -3	↓ -2
Togo	130	29	129	30	32	30	↓ -1	↓ -3	↓ -1
Mali	130	29	120	32	32	34	↓ -3	↓ -3	↓ -5
Guinée	130	29	138	28	27	24	↑ 1	↑ 2	↑ 5
Libéria	137	28	120	32	37	41	↓ -4	↓ -9	↓ -13
Mauritanie	137	28	144	27	27	31	↑ 1	↑ 1	↓ -3
Nigéria	146	26	144	27	28	27	↓ -1	↓ -2	↓ -1
Guinée Bissau	168	18	172	16	16	25	↑ 2	↑ 2	↓ -7

ACTUALITE REGIONALE

La Banque africaine de développement publie ses « perspectives économiques en Afrique »

La Banque africaine de développement (BAfD) a présenté son rapport annuel sur « [Les perspectives économiques en Afrique](#) » le 30 janvier à Abidjan (Côte d’Ivoire). Le taux de croissance pour l’année 2019, estimé à 3,4%, a été revu à la baisse par rapport aux prévisions espérées en début d’année, à 4%. Cependant, l’institution espère un sursaut à 3,9% en 2020 puis 4,1% en 2021. En Afrique de l’Ouest, la croissance en 2019 est estimée à 3,7%.

Le président turc en voyage au Sénégal et en Gambie

Le président turc a effectué une nouvelle tournée sur le continent cette semaine, d’abord en Algérie puis en Gambie et au Sénégal. Au Sénégal, Recep Tayyip Erdogan a émis son souhait de porter le volume d’investissement entre la Turquie et le Sénégal à 1 Md USD en 2020. Pour rappel, le volume des échanges a

été évalué à 125 Mds de FCFA (210 M USD) en 2017 et 200 Mds de FCFA (335 M USD) en 2018. Lors du forum d'affaires sénégal-turque, le Président a également invité les entreprises de son pays à investir davantage au Sénégal, mentionnant que 29 projets (775 M USD) étaient déjà dans le portefeuille. La Turquie et le Sénégal ont signé 7 nouveaux accords de partenariats dans les domaines de la santé, de l'éducation, du sport, de la culture, de la sécurité. La société turque Summa – actionnaire et opérateur avec sa compatriote Limak de l'Aéroport international Blaise-Diagne, mais aussi constructeur du Dakar Arena, de l'hôtel Radisson de Diamniadio et de centre des expositions de Dakar – s'est vue pour sa part officiellement confier par la Société de gestion des infrastructures publiques dans les pôles urbains de Diamniadio et du Lac Rose (Sogip-SA) le chantier du stade olympique de Diamniadio, pour lequel Macky Sall avait annoncé, le 20 janvier, avoir obtenu un accord de financement de la banque britannique Standard Chartered Bank. Le Président sénégalais a quant à lui affiché sa volonté de voir l'arachide produite dans le pays, conquérir le marché turc après celui de l'Asie.

L'UEMOA se dote d'un outil de communication pour la vulgarisation du droit communautaire

La Cour de Justice de l'Union économique et monétaire ouest Africaine (UEMOA) s'est dotée officiellement d'un site web pour promouvoir et vulgariser le droit communautaire, accessible à l'adresse : www.courdejusticeuemoa.org. L'outil a été présenté le 20 janvier à Ouagadougou par la direction de la Communication de l'UEMOA, qui entend en faire un instrument pratique et moderne de connaissance du droit communautaire, offrant la possibilité aux citoyens de poser directement des questions aux membres de la Cour.

BENIN

Le président Patrice Talon en visite aux Etats-Unis

[Le président béninois était en visite officielle aux Etats-Unis du 26 au 30 janvier 2020](#). Il y a notamment rencontré le vice-président de la Banque mondiale, le directeur général de la Société financière internationale, le secrétaire d'Etat américain, ainsi que des responsables du Millenium Challenge Corporation. Lors de son déplacement, Patrice Talon a annoncé que la frontière du Bénin avec le Nigéria serait bientôt opérationnelle – plus de cinq mois après la fermeture des frontières nigérianes avec le Bénin, le Niger et le Tchad.

BURKINA FASO

Une réforme du secteur électrique initiée pour bénéficier d'un deuxième « Compact » avec le Millenium Challenge Corporation

Dans le cadre de son deuxième « Compact » avec le [Millenium Challenge Corporation](#), le Burkina Faso entame une réforme en profondeur de son secteur électrique et de la Société nationale d'électricité (Sonabel). Ce deuxième programme, encore en préparation et qui devrait être signé au premier trimestre de l'année, porte sur l'obtention d'un financement de 832 M USD pour améliorer l'accès à l'électricité et accroître l'offre d'électricité moins coûteuse. La Sonabel devra notamment (i) revoir son système de comptabilité permettant un contrôle anti-corruption ; (ii) séparer ses comptes selon ses principales activités (production, transport et distribution électrique) ; (iii) mettre en place des unités de stockage d'électricité à fort débit respectant les normes internationales afin de pouvoir intégrer d'autres sources d'énergie ; et à terme (iv) se passer de la subvention de l'État. Il est également prévu que le secteur électrique soit ouvert aux acteurs privés, en particulier pour la production électrique.

Opération d'identification des artisans par la Chambre des métiers

[La Chambre des métiers de l'artisanat du Burkina Faso](#) (CMA-BF) a lancé, le 24 janvier 2020 à Ouagadougou, [une opération d'identification et d'immatriculation de masse des artisans](#). Le projet consiste à inscrire l'ensemble des personnes physiques ou morales du pays exerçant une activité artisanale dans le registre des métiers et à leur procurer une carte professionnelle valable 3 ans, donnant des avantages tels que l'accès aux marchés publics, aux différents services de la poste Burkina et à une assurance couvrant les cas d'accident de travail et de circulation. D'après les estimations de la CMA-BF, environ 150 000 cartes devraient être délivrées

dans cette opération. Selon la ministre déléguée en charge du Budget, Edith Clémence Yaka, le secteur de l'artisanat contribuerait à hauteur de 25% du PIB du pays.

Le groupe Thalès remporte un contrat de biométrie électorale à 28,9 M EUR

[Le Conseil des ministres du 22 janvier 2020](#) a autorisé la conclusion d'un contrat par la procédure d'entente directe entre la Commission électorale nationale indépendante (CENI) et le groupement d'entreprises Thalès Dis France (ancien Gemalto, racheté par Thalès en décembre 2018) et Information Concept. Ce contrat porte sur [l'acquisition de kits d'enrôlement et la mise à jour de la solution informatique pour l'enrôlement des électeurs](#), dans le cadre des prochaines élections présidentielles et législatives organisées en fin d'année. Le volet livraison d'équipements et transfert de compétences sera assuré par Thalès Dis France pour un montant de 14,6 Mds FCFA (22,3 M EUR). La prestation de services (l'installation des logiciels, la formation des techniciens de la CENI, des superviseurs et des opérateurs de kits, l'assistance à la CENI sur le terrain, etc.) sera conjointement assuré par le groupement pour un montant de 3,9 Mds FCFA (5,9 M EUR). Le délai d'exécution est de 7 mois avec un financement assuré par le budget de l'Etat, exercices 2019, 2020 et 2021.

Allianz Burkina devient SUNU Assurances Burkina

Allianz Burkina Assurances disparaît et devient SUNU Assurances IARD Burkina Faso. Ce changement fait suite au rachat de l'entreprise, en avril 2019, par le groupe panafricain SUNU – premier groupe d'assurance vie d'Afrique francophone. Le siège de SUNU Assurances Burkina est situé à Ouagadougou. L'entreprise dispose d'un réseau de 15 agences, dont 9 dans la capitale. Les filiales vie et non-vie de SUNU au Burkina Faso permettent au groupe d'intégrer le top 3 local au détriment du groupe marocain Saham (Sanlam), rejoignant ainsi l'Union des assurances du Burkina (UAB) et le leader Sonar. La holding, basé au Luxembourg, est présente dans 14 pays africains. Pour rappel, [le groupe SUNU a pris le contrôle de 4 filiales du groupe allemand Allianz en 2019](#) (Bénin, Burkina Faso, Mali et Togo), lequel ne garde plus que ses bureaux au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

CAP-VERT

L'Etat capverdien devient le deuxième plus grand actionnaire de la banque Caixa Economica

L'Etat du Cap-Vert a acquis des parts détenues par Geocapital dans [Caixa Economica](#), devenant ainsi le deuxième actionnaire principal de la banque capverdienne, avec 27,4% du capital. L'Institut national de la sécurité sociale demeure le principal actionnaire avec 47,1% du capital de la banque.

Fitch revoit à la hausse ses perspectives pour le Cap-Vert

[L'agence de notation Fitch a revu à la hausse les perspectives à long terme pour la structure macroéconomique du pays](#), pour la première fois depuis que la note avait été abaissée de B+ à B en 2013. L'agence s'attend à ce que le ratio de dette publique brute du Cap-Vert continue de baisser, pour atteindre moins de 100% du PIB d'ici 2025. Le Cap-Vert connaît une croissance économique supérieure à la moyenne régionale de l'OCDE et au niveau mondial (5% prévus en 2019 et 2020). Le taux de chômage est passé de 12,2% en 2018 à 10,7% en 2019. La dette publique a diminué pour la deuxième année consécutive, passant de 127% du PIB en 2017 à 124% en 2018 et 122% en 2019. Le déficit budgétaire représente 0,4% du PIB.

Appel d'offres pour la construction d'un terminal de croisière de Mindelo

[L'Administration portuaire du Cap-Vert \(Enapor\) a lancé un appel d'offres](#) en deux étapes pour la construction du terminal de croisière de Mindelo, dont l'attribution est prévue pour fin juillet 2020. Les propositions techniques sont à remettre avant le 11 mars 2020 et la deuxième phase commencera le 28 mars pour la remise des propositions finales. Le cahier des charges prévoit la construction de deux postes d'amarrage pour les navires, d'un quai de 12 m, d'un village touristique, d'un terminal de passagers, d'un espace immobilier et d'un parking. Ce terminal est financé à hauteur de 29 M USD par le fonds ORIO des Pays-Bas et le Fonds de l'OPEP pour le développement international.

COTE D'IVOIRE

Financements publics extérieurs en faveur de la Côte d'Ivoire : la France demeure le 1^{er} bailleur bilatéral de la Côte d'Ivoire et le 1^{er} bailleur en don.

Le [Comité de mobilisation des ressources extérieures](#) (COMOREX), logé au sein du ministère ivoirien de l'Economie et des Finances, vient de diffuser son Rapport sur la coopération pour le développement de la Côte d'Ivoire. Selon ce document qui couvre la période 2016-2018, le montant total des financements publics extérieurs mobilisés par le pays est de 5 221 Mds FCFA (environ 8 Mds EUR) dont 15,5% pour les appuis budgétaires et 84,5% au titre des financements de programmes et projets. Les principaux bailleurs ayant fourni ces financements sont : le groupe de la Banque mondiale (1,07 Md EUR dont 96,2% en prêts et 3,8% en dons) ; la France (956 M EUR dont 39,4% sous forme de prêts et 60,6% en dons) ; le groupe de la Banque africaine de développement (711 M EUR dont 98,6% en prêt) ; la Chine (703 M EUR dont 93,5% au titre des prêts et 6,5% en dons). Ensemble, les Fonds Arabes multilatéraux ont apporté 637 M EUR presque exclusivement en prêt. Les financements de l'Union Européenne se sont élevés à 146 M EUR. Les principaux secteurs de concentration ont été : les infrastructures et services de transport (42%), la santé et la nutrition (12,3%), l'industrie pétrolière, les mines et l'énergie (10,3%), l'éducation-formation-emploi (9,8%), l'agriculture (7%), et l'assainissement et l'hydraulique (6%). En termes de capacité d'absorption, les décaissements ont été de 3,9 Mds EUR.

Signature d'une convention pour l'organisation d'un forum sur le tourisme en Afrique

En marge de la 11^{ème} édition du forum touristique sur les investissements et les opportunités d'affaires en Afrique qui s'est déroulée à Madrid (Espagne), le ministre ivoirien du Tourisme et des Loisirs, Siandou Fofana, et le Secrétaire général de l'Organisation mondiale du tourisme (OMT), Zurab Pololikashvili ont procédé [à la signature officielle d'une convention en vue de l'organisation de la prochaine édition de ce forum mondial](#). Les dates prévisionnelles du sommet sont fixées du 20 au 22 février 2020. Cet évènement devrait réunir les acteurs du secteur touristique, à savoir les bailleurs de fonds, les fonds d'investissements, les groupes hôteliers, les professionnels du voyage, les compagnies aériennes et les tour-opérateurs.

Partenariat entre une université chinoise et l'INP-HB de Yamoussoukro dans l'automobile

[L'université de technologie de Tianjin en Chine a conclu un accord de partenariat avec l'Institut national polytechnique Houphouët Boigny](#) de Yamoussoukro dans le domaine du génie mécanique. Cette collaboration a pour objectif de soutenir la création d'un atelier de fabrication et de réparation de pièces détachées automobiles au sein du département de génie mécanique de l'école supérieure d'industrie de l'INP-HB. L'inauguration de l'atelier est prévue pour le mois de septembre 2020.

Croissance du trafic au port de San Pedro

Dans la continuité des années précédentes, le trafic du [Port de San Pedro](#) (Ouest de la Côte d'Ivoire) a continué de croître en 2019 (+24 % par rapport à 2018). [D'après le communiqué du Port](#), pour la première fois, le trafic du port dépasse les 5 millions de tonne, en comparaison avec le niveau de 1,2 million de tonnes post-crise électorale en 2011. Pour rappel, le port autonome de San Pedro est le premier port mondial d'exportation de fèves de cacao.

Hausse de la production aurifère

[Le ministre des Mines et de la géologie, Jean-Claude Kouassi](#), a indiqué que la production d'or de la Côte d'Ivoire avait cru de +35% pour atteindre 32,5 tonnes à fin décembre 2019. La production en fin d'année 2018 était de 24,1 tonnes. Ce saut en volume s'explique principalement par la mise en exploitation de la mine d'Ity par le groupe Endeavour mining durant l'année 2019.

Travaux préparatoires du ministère de la Construction pour des logements sociaux à Abidjan

[Le ministre de la Construction, du logement et de l'urbanisme, Bruno Koné](#), a indiqué le 13 janvier dans un journal local que deux projets majeurs de construction de logements sociaux étaient en cours de réalisation

à Songon et à Grand-Bassam. Le gouvernement ivoirien a investi 40 Mds FCFA (61 MEUR) pour la réalisation des voies et réseaux divers (VRD), préparant ainsi les travaux des promoteurs privés. Il s'est également félicité de la réalisation des travaux de VRD pour un montant de 30 Mds FCFA (46 M EUR) sur les sites de la cité ADO à Yopougon et sur un site situé à Bingerville. Par ailleurs, le secrétaire d'Etat auprès du ministre de la Construction, du Logement et de l'Urbanisme chargé du Logement social, Koffi N'Guessan Lataille, a visité des chantiers de construction des logements économiques et sociaux ouverts sur la route de Grand-Bassam.

Adoption d'un Code de l'urbanisme et du domaine foncier urbain

Un projet de loi instituant un Code de l'urbanisme et du domaine foncier urbain a été adopté [par le Conseil des ministres de Côte d'Ivoire](#) du 29 janvier 2020. Ce projet de loi rassemble les normes législatives et réglementaires existant dans les domaines du foncier urbain et de l'urbanisme en un texte unique et actualisé. Ce dispositif vise à améliorer la qualité des règles d'urbanisme, à renforcer la protection de la propriété foncière en zone urbaine et à sécuriser au mieux les transactions portant sur les terrains urbains, de façon à réduire le volume des litiges fonciers.

Prêt de 100 M EUR de l'AFD pour le système hospitalier à Abidjan

[Le Conseil des ministres de Côte d'Ivoire](#) du 29 janvier 2020 a adopté un décret portant ratification d'un prêt de 100 M EUR de la part de l'Agence française de développement (AFD) en faveur de la Côte d'Ivoire, en vue de financer le projet de renforcement des hôpitaux du Grand Abidjan. Ce projet cible plusieurs hôpitaux de première référence du Grand Abidjan qui bénéficieront de travaux de réhabilitation, d'extension et d'accroissement des capacités d'accueil ainsi que de nouveaux équipements techniques. Sept infrastructures sont concernées au total : l'Hôpital Général d'Anyama, l'Hôpital Général de Koumassi, l'Hôpital Général de Port-Bouët, l'Hôpital Général et le Centre Hospitalier Régional de Dabou, ainsi que l'Hôpital Général et l'Hôpital Psychiatrique de Bingerville.

GAMBIE

Signature de la convention de financement de 16,5 M EUR pour un projet de l'AFD dans le secteur de l'eau urbaine

[L'AFD et le ministre des Finances gambien ont signé un accord de financement de 16,5 M EUR](#) pour un projet visant à améliorer les conditions d'approvisionnement en eau dans la zone du Grand Banjul, notamment en termes de continuité de l'approvisionnement, et à soutenir la NAWEC. Le projet permettra également d'étendre le réseau et d'augmenter les capacités de production d'eau ainsi que le contrôle de la qualité de l'eau.

GUINEE

Alpha Condé inaugure deux ponts, à Kinfaya et Kakrima

[Le Président de la République a inauguré le 25 janvier les ponts de Kinfaya \(Kindia\) et Kakrima \(entre Téliélé et Pita\)](#), disposant chacun de deux voies de circulation. Ces ponts ont été construits par la société China Water Electrics (CWE), sur une durée de deux ans, pour un coût total de 12 M USD. Cette même société a réalisé le barrage hydroélectrique de Kaléta (240 MW) et construit actuellement le barrage de Souapiti (450 MW), dont la mise en service est prévue au dernier trimestre 2020.

Inauguration du siège de l'ANIES à Conakry

[Le président guinéen a inauguré le 29 janvier le siège social de l'Agence nationale d'inclusion économique et sociale \(ANIES\)](#), situé à Conakry, en présence de plusieurs membres du gouvernement, dont le Premier Ministre, et de diplomates, dont l'Ambassadeur de France. L'ANIES, créée par décret du chef de l'Etat en janvier 2019, est chargée de la conception, de la mise en œuvre et de l'évaluation de la politique nationale d'inclusion économique, financière et sociale. La phase pilote (novembre 2019-février 2020) de la mise en œuvre des programmes de l'ANIES, concerne neuf préfectures (Gaoual, Forécariah, Beyla, Dabola, Kérouané,

Mamou, Tougué, Kouroussa, Kindia et la zone spéciale de Conakry). 179,5 M USD (2,8% du PIB) vont être mobilisés par le gouvernement et ses partenaires. L'opérateur français IDEMIA a été sélectionné pour réaliser l'identification des populations les plus pauvres bénéficiaires.

La Guinée acquiert un navire turc hébergeant une centrale thermique de 120 MW

Dans le cadre d'un partenariat entre la Guinée et la Turquie, [le Port à conteneurs de Conakry a accueilli le 21 janvier 2020 le navire turc Karadeniz Powership Ibrahim Bey](#), hébergeant une centrale thermique d'une puissance de 120 MW. Cette nouvelle acquisition de l'Etat guinéen devrait permettre d'augmenter significativement la fourniture en électricité aux usagers de la ligne interconnectée Conakry-Labé, en saison sèche notamment. Ce navire devrait rester en fonctionnement jusqu'à la mise en route de la première turbine du barrage hydroélectrique de Souapiti (450 MW), prévue au dernier trimestre 2020.

MAURITANIE

Lancement d'un programme de barrages et de projets irrigués d'un montant total de 400 M USD

[Le Président mauritanien a lancé un programme de projets agricoles irrigués](#) dans la province de Trarza (sud-ouest) pour un montant total de 400 M USD, financé par l'Etat mauritanien, la Banque mondiale et la Banque africaine de développement. Une partie de ce projet prévoit le démarrage de 74 projets irrigués couvrant une superficie de 5 726 ha au profit de plus de 10 000 ménages pour un investissement de 158 M USD. Une seconde phase concerne la réhabilitation de 74 barrages agricoles à travers le pays pour un coût estimé à 237 M USD.

NIGER

Plus de 500 Mds FCFA collectés par la Direction Générale des impôts en 2019

[Plus de 500 Mds FCFA \(760,5 M EUR\) auraient été collectés en 2019 par la Direction générale des impôts \(DGI\)](#), selon les déclarations du secrétaire général du Syndicat national des agents des Impôts (SNAI) lors d'une conférence de presse le 28 janvier. Ce montant correspond à un taux de réalisation de 97% des objectifs. Pour rappel, l'amélioration de la mobilisation des recettes fiscales est l'un des principaux axes du programme de Facilité élargi de crédit conclu avec le FMI. Les recettes fiscales attendues en 2020 s'élèvent à 1 177 Mds FCFA (1,8 Md EUR) contre 1 078 Mds FCFA (1,6 Md EUR) en 2019, soit une augmentation de 9,5 % en glissement annuel.

La Belgique alloue 2,5 M EUR à l'élevage

La filière élevage au Niger va bénéficier de plusieurs subventions de l'agence de développement belge Enabel, pour un montant total de 1,5 Md FCFA (2,5 M EUR). La première convention, qui s'élève à 1,1 Md FCFA (1,7 M EUR), a été signée avec le [Fonds d'investissement pour la sécurité alimentaire](#) au titre du [Programme d'appui au développement de l'élevage](#) (PRADEL) – mis en œuvre par le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage sur la période 2017-2022 dans les régions de Dosso et de Tahoua et d'un montant total de 16,5 M EUR. La seconde convention a été signée avec l'Agence nationale de financement des collectivités territoriales (ANFICT), pour un montant de 400 M FCFA environ (610 K EUR). Elle a pour objet le financement d'infrastructures dans des communes où est mis en œuvre le PRADEL.

Un atelier de lancement du processus d'élaboration de la Revue nationale volontaire sur les Objectifs de développement durable organisé par le ministre du Plan

Dans le cadre de l'Agenda 2030 adopté en 2015, le Niger s'est engagé à élaborer chaque année un rapport sur la mise en œuvre des Objectifs de développement durable (ODD) intitulé « Revue nationale volontaire » (RNV). Cette année, le Niger devra présenter sa RNV en juillet 2020 à New-York, lors du Forum politique de haut niveau sous les auspices du Conseil économique et social des Nations unies. Le 27 janvier, [le ministre délégué du Plan a ainsi présidé l'atelier de lancement de ce processus](#), qui se veut participatif et inclusif. La revue aura pour thème « Action accélérée et voies vers la transformation ».

SENEGAL

Les députés sénégalais valident le code gazier

[Les députés sénégalais ont adopté, le 27 janvier, un projet de loi mettant en place un nouveau Code gazier.](#)

Il devrait garantir un droit d'accès des tiers aux infrastructures gazières, un équilibre économique et financier du sous-secteur, une protection des droits et des intérêts des consommateurs et des opérateurs grâce à l'implication d'institutions de la République, de syndicats, d'acteurs de la société civile et d'organismes non-gouvernementaux. Selon le ministre du Pétrole et des énergies, ce nouveau cadre législatif prend en compte le respect des normes de qualité des produits de sécurité des installations et de préservation de l'environnement dans une perspective de développement durable. Suite à cette adoption, le ministre en charge des Hydrocarbures a indiqué qu'une loi sur la répartition des revenus pétroliers serait présentée à l'Assemblée nationale avant la fin du premier semestre de 2020. Pour rappel, la première découverte de pétrole offshore a été réalisée en 2014 au Sénégal. En 2017, des mégagisements de gaz ont été révélés à la frontière mauritanienne. Les premières productions de gaz sont attendues au plus tard en 2022. Ce vote intervient alors que le Sénégal a accueilli le 29 janvier [le 4^{ème} sommet sur le bassin sédimentaire de la Mauritanie, du Sénégal, de la Gambie, de la Guinée Bissau et de la Guinée](#) (MSGBC).

Le Sénégal atteint plus de 50% de ses objectifs de développement durable

Le think tank américain Brookings Institution et le Laboratoire d'analyse des politiques de développement (Lapd) de l'Ucad ont lancé le 27 janvier le « [Foresight Africa 2020](#) ». Le directeur du programme Afrique révèle à cette occasion que le Sénégal aurait fait des progrès en accomplissant 50% de ses objectifs de développement durable et pourrait également atteindre 70% des ODD à l'horizon 2030.

SIERRA LEONE

Le premier directeur général adjoint du FMI rencontre le président Julius Maada Bio

Le premier directeur général adjoint du Fonds monétaire international (FMI), David Lipton, s'est rendu cette semaine en Sierra Leone, accompagné du directeur adjoint du département Afrique. A cette occasion, David Lipton s'est entretenu avec [le président Julius Maada Bio](#) et le ministre des Finances, ainsi qu'avec [le gouverneur et la direction de la Banque de Sierra Leone](#). Pour rappel, la Sierra Leone bénéficie d'un [Programme de facilité élargie de crédit avec le FMI](#) initié en 2019 d'un montant total de 172,1 M USD. La première revue a été validée par le conseil d'administration du Fonds en juin 2019, permettant un premier décaissement de 21,6 M USD.

TOGO

L'AT2ER lance un appel à manifestation d'intérêt pour la construction de deux centrales solaires photovoltaïques

[L'Agence togolaise d'électrification rurale et des énergies renouvelables](#) (AT2ER) vient de lancer un appel à manifestation d'intérêt pour la construction de deux centrales solaires photovoltaïques près d'Awandjélo et de Sokodé. L'entreprise sélectionnée aura la responsabilité de concevoir, financer, construire et exploiter ces deux installations, dont la capacité cumulée atteindra entre 60 et 80 MW. Elle vendra l'électricité à la Compagnie d'énergie électrique du Togo. Les deux projets solaires photovoltaïques entrent dans le cadre du programme « Scaling Solar » de la Banque mondiale. Les entreprises qui souhaitent postuler pour le premier tour de l'appel à manifestation d'intérêt de l'AT2ER ont jusqu'au 30 mars 2020 pour se manifester. Cet appel à manifestation d'intérêt intervient alors que [le chef de l'Etat Faure Gnassingbé procédera officiellement, le 3 février, à la pose de la première pierre de la centrale solaire photovoltaïque de Blitta](#). Cette cérémonie réunira plusieurs membres du gouvernement ainsi que des représentants de la Banque Ouest-africaine de développement (BOAD) et l'AFD, tous les deux contributeurs du projet. Pour rappel, à l'occasion de la semaine durable d'Abu Dhabi organisée du 11 au 18 janvier 2020 dans la capitale émiratie, le Fonds d'Abu Dhabi pour

le développement (FADD) avait signé un accord de prêt avec le gouvernement togolais d'un montant de 15 M USD pour la construction de cette centrale d'une capacité de 50 MW.

Le Togo met en place un cadastre minier

En décembre dernier, le gouvernement togolais a lancé les systèmes de cadastres miniers (SCM), d'information géologique et minière (SIGM) et de Gestion électronique des données (GED). Leur mise en place a pour objectif de moderniser la gestion du cadastre minier au Togo. Elle s'inscrit dans le cadre du [Projet de développement et de gouvernance minière](#) (PDGM) appuyé par la Banque mondiale pour une durée de cinq ans et d'un montant de 15 M USD. Pour rappel, le secteur extractif contribue à hauteur de 20% aux exportations togolaises. [Une mission de supervision de la Banque mondiale](#) s'est tenue du 20 au 24 janvier 2020 à Lomé.

Indicateurs Pays	BEN	BFA	CIV	RCI	GMB	GIN	GNB	LBR	MLI	MRT	NER	SEN	SLE	TGO	UEMOA	ASS
<i>Population (M hab.) 2018</i>	11,4	19,5	0,6	25,6	2,2	13,3	1,7	4,5	18,5	4,5	19,3	16,3	7,6	8,0	120,4	992,6
Macroéconomie																
<i>PIB (Mds USD) 2018</i>	10,5	14,2	2,0	43	1,7	11,7	1,5	3,2	17,2	5,2	9,2	24	3,9	5,4	140,3	1 642,7
<i>PIB / Hab (USD) 2018</i>	915	729	3 563	1 680	745	883	840	728	927	1 143	477	1 474	515,9	670	1 060	1 658
<i>Croissance PIB réel (%) 2018</i>	6,5	6	4,7	7,4	6,6	5,8	3,8	1,2	4,9	3	5,2	6,2	3,7	4,7	6,3	3
<i>Inflation (%) 2018</i>	1	2,0	1,3	0,3	6,5	9,7	1,4	23,4	1,7	3	3	0,5	16,9	0,7	1,4	8,5
Finances Publiques																
<i>Déficit public (%PIB) 2018</i>	-4,7	-4,7	-2,7	-4	-6,6	-2	-5	-4,8	-4,7	1,6	-4,9	-3,4	-3,8	-3,1	-3,8	-3,7
<i>Dettes publiques (%PIB) 2018</i>	54,6	43	127,7	52,2	83,1	38,7	56,1	40,5	36,6	83,9	55,1	64,4	71,3	74,6	52,5	48,5
<i>Pression fiscale (%PIB) 2017</i>	13,4	17,8	22,5	16,5	17,2	12,8	11,4		14,8	20,0	14,9	18,7		17,4	16,2	-
<i>Risque Pays²</i>	B	C	B	B	-	C	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-
Echanges																
<i>Balance commerciale 2018 (%PIB)</i>	-11,3	-2,6	-39,0	6,2	-35,5	-5,0	0,8		-4,3	-9,4	-12,0	-12,8		-19,6	-	-
<i>Exportations françaises vers³ (MUSD)</i>	207	283	30	1 334	9	194	5	9	374	205	170	856	16,2	344	3 573	11 015
<i>Importations françaises depuis (MUSD)</i>	4	26	0,4	950	0,2	101	3,0	49,7	11	43	270	99	19,1	18	1380	8 069
<i>Balance courante (%PIB) 2018</i>	-8,9	-7,5	-7	-3,4	-11,5	-16,1	-1,6	-23,3	-7,3	-18	-16,3	-7,2	-13,8	-7,9	-6,8	-2,6
<i>Réserves de change (mois d'import) 2018</i>	-	-	5	-	4	3	-	2,6	-	5		-	3,4	-	5	5
Aspects qualitatifs																
<i>IDH (2018)⁴</i>	163	183	125	170	174	175	177	181	182	159	189	164	184	165	-	-
<i>Doing Business (2019)⁵</i>	153	151	131	122	149	152	175	175	145	148	143	141	163	137	-	-
<i>Environnement des affaires⁶</i>	C	C	C	B	-	D	-	D	D	D	C	B	D	C	-	-

Données : FMI / WEO / article IV ou revues programme sauf indications contraires

² Agence de notation COFACE - Estimation du risque de crédit moyen des entreprises d'un pays - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque

³ Trade Map-2017

⁴ PNUD - Classement sur 188 pays

⁵ Banque mondiale - Classement sur 190 pays

⁶ Agence de notation COFACE - La notation comprend : i) Fiabilité et la disponibilité des comptes des entreprises ; ii) Equité et efficacité du système juridique envers les créanciers ; iii) Qualité des institutions - 8 niveaux, **A1, A2, A3, A4, B, C, D, E** dans l'ordre croissant du risque